

Les familles face aux vulnérabilités

*Michel Oris,
Nicolas Cauchi-Duval (éditeurs)*

Paris, 2018
ISBN 978-2-9521220-8-5

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
A I D E L F • 133, boulevard Davout – 75980 Paris Cedex 20 (France) – <http://www.aidelf.org>

Les familles face aux vulnérabilités

Michel Oris et Nicolas Cauchi-Duval
2018

Aude Martenot

La perception des événements de la vie familiale comme révélateurs des inégalités sociales à Mumbai

Julie Baillet

Les mères adolescentes au Mexique : transition ou basculement à l'âge adulte ?
Comparaison de trois générations de femmes urbaines (1950-1980)

Élisa Abassi

« Devenir adulte » sans l'aide des parents ?
Compositions et ressources parentales des jeunes en fin de placement à l'Aide Sociale à l'Enfance

Pierre Eloy

Les familles en situation de rue : de qui parle-t-on ? Repenser la question du sans-abrisme à travers
l'exemple des familles dites « roms » visibles dans l'espace public parisien.

Pascale Dietrich-Ragon

L'entourage familial des personnes en situation de précarité résidentielle :
force et faiblesse des liens familiaux dans l'exclusion du logement

Mehdi Le Petit-Guérin

Évaluation du Revenu de Solidarité Active :
suivi de cohorte et estimation du non-recours en Gironde

Mai Lien Nguyen

Le rôle du crédit immobilier dans les difficultés financières des ménages

Laure Moguérou, Tatiana Eremenko, Xavier Thierry, Rose Prigent

Nouvelles dynamiques migratoires et conditions de vie des familles migrantes en France.
Le cas des familles monoparentales immigrées

Le rôle du crédit immobilier dans les difficultés financières des ménages

NGUYEN Mai Lien*

■ Résumé

Les crédits ou les prêts immobiliers aux particuliers sont nécessaires pour les ménages, plus particulièrement les ménages modestes pour financer les projets concernant la résidence principale. Toutefois, contracter un prêt immobilier conduit certains emprunteurs à prendre davantage de risques, surtout durant les périodes de ralentissement économique ou lors d'un événement imprévu, en raison du caractère durable et coûteux du bien. Mieux connaître les difficultés des ménages endettés à l'habitat implique d'avoir une vue d'ensemble des spécificités sociodémographiques, économiques et professionnelles de ces ménages au regard de ceux ayant d'autres profils d'endettement, et de mettre en évidence les facteurs associés à la survenue de difficultés financières.

Introduction

Le développement du crédit aux particuliers a des aspects positifs pour une économie de consommation ainsi que pour une grande part des ménages qui y ont recours. D'une part, les dettes sont souvent un instrument indispensable pour maintenir un certain niveau de consommation du ménage lors de différents moments du cycle de vie d'un individu ou d'un foyer (Betti *et al.*, 2001 ; De Montlibert, 2009) ; d'autre part, actuellement, la consommation des ménages s'oriente vers les biens et services dont le coût est élevé et qui ne pourraient bien souvent pas être achetés autrement qu'à crédit (logements, transport et communication, services de santé). Les crédits permettent donc d'assurer et favoriser la consommation croissante des ménages.

Néanmoins, lorsque les mensualités des dettes dépassent un niveau défini de revenu mensuel disponible, le crédit peut conduire à faire face à des épisodes de difficulté financière, d'endettement excessif, voire de surendettement. Les facteurs explicatifs sont multiples : accidents de la vie, nombre excessif de crédits souscrits, épargne insuffisante pour compenser des situations ponctuelles de chute de revenu, etc.

Sur ce plan, l'endettement immobilier semble jouer un rôle grandissant dans le surendettement des ménages. En effet, les diverses sources statistiques de la Banque de France montrent à la fois une hausse importante des encours des crédits à l'habitat des ménages au fil du temps (Graphique 1) et une évolution remarquable du poids des dettes immobilières dans la structure de l'endettement des ménages

* Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale UMR 5114

surendettés (Tableau 1). Par extension, en termes de *difficulté financière*, selon les enquêtes Patrimoines des ménages de l'INSEE, parmi les ménages détenteurs d'au moins un emprunt immobilier, entre 1998 et 2010, la part de ceux n'ayant jamais de problèmes financiers a diminué.

Notre contribution s'interroge sur le rôle joué par le crédit immobilier dans les difficultés financières des ménages. Les dettes immobilières pourraient-elles être un des déterminants de leur situation financière délicate ? En termes de difficulté de paiement des factures et/ou de remboursement de crédit, quels sont les facteurs distinguant les ménages détenteurs des crédits immobiliers de ceux titulaires uniquement de crédits à la consommation ?

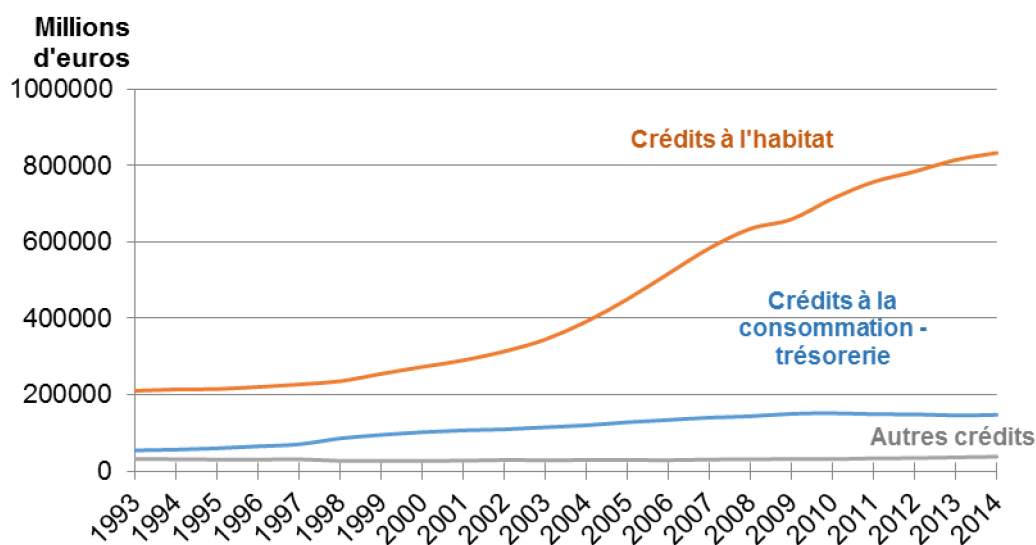
La première partie de cet article portera sur la notion de « difficulté financière » des ménages, qui reste encore à préciser. La deuxième partie se centrera sur les ménages emprunteurs des crédits immobiliers en exploitant des micro-données de l'enquête Patrimoine des ménages de l'INSEE. Le profil de ces ménages en difficulté financière sera étudié à la fois par le biais d'analyses descriptives et de régressions logistiques permettant de calculer leur probabilité de rencontrer des problèmes financiers.

Tableau 1. La structure de l'endettement pour l'ensemble des dossiers recevables

Type de dettes	2010	2011	2012	2013	2014
Dettes immobilières	18,8 %	22,6 %	25,9 %	29,1 %	31,3 %
Dettes à la consommation	64,5 %	60,3 %	55,8 %	52,0 %	47,8 %
Dettes de charges courantes	9,2 %	9,1 %	9,7 %	10,1 %	10,8 %
Autres dettes	7,6 %	7,9 %	8,6 %	8,9 %	10,1 %
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : Banque de France (2015b)

Graphique 1. Les encours des crédits aux ménages



Sources : Banque de France (2015a). Les données calculées au 1^{er} décembre de chaque année

Le concept de difficulté financière du ménage

Il est difficile de définir et déterminer d'une manière précise la population des ménages en difficulté financière. Il existe un faisceau de critères subjectifs et objectifs qui sont le plus souvent croisés en vue de juger la situation de fragilité financière d'un ménage.

La notion de « surendetté » renvoie le plus souvent à la définition « administrative » du concept, à savoir l'ensemble des débiteurs dont le dossier de surendettement a été déclaré recevable par les Commissions de Surendettement. Au sens de la loi, un ménage est considéré surendetté dès lors que, d'une part, ses revenus après déduction des dépenses nécessaires pour assurer un niveau de vie correct pour tous les membres du foyer, ne sont pas suffisants sur une longue période pour faire face à l'ensemble des engagements vis-à-vis des créanciers de toute nature, quelle que soit la forme et, d'autre part, qu'une demande de prise en charge par une Commission de surendettement a été déposée volontairement. La recevabilité d'un dossier ayant des conséquences importantes pour les bénéficiaires (fichages dans les fichiers recensant les incidents de crédit aux particuliers, assainissement du budget, etc.), nombre de ménages ne déposent pas de demande de prise en charge ou attendent que leur situation soit irrémédiablement compromise. Face à ce non recours, l'enjeu depuis plusieurs années est plus de prévenir le surendettement que d'aménager une procédure administrative maintenant éprouvée.

Au sein de la littérature, la même terminologie peut recouvrir des réalités différentes. On retrouve ainsi le terme « surendettement » au sens d'une « impossibilité de faire face à ses engagements sans qu'une commission de surendettement ait été nécessairement sollicitée », matérialisée tantôt par des difficultés de remboursement, tantôt par des impayés chroniques. Une personne peut donc devenir surendettée sans avoir des crédits contractés, sa situation de surendettement pouvant provenir uniquement des défauts de paiement des factures courantes du ménage (Rebière, 2005). D'autres travaux utilisent une terminologie différente – « vulnérabilité financière » (ECRI, 2008), « fragilité financière », etc. tout en mobilisant des concepts et critères statistiques relativement proches. À titre d'exemple, l'Observatoire des crédits aux ménages, depuis 1997, apprécie régulièrement une sous-population des ménages faisant face à un faisceau de difficultés budgétaires, désignés sous l'appellation de « ménages fragiles ». Sont distinguées cinq situations révélant une certaine fragilité financière des ménages, qu'ils soient ou non endettés par des crédits auprès des établissements financiers : les ménages dont la situation financière s'est nettement dégradée au cours des derniers mois, ceux ayant un dossier en Commission de surendettement, ceux estimant les dettes nécessaires pour subvenir à leurs besoins, ceux ayant des charges beaucoup trop élevées, ou ceux devant souscrire des crédits pour équilibrer les fins de mois.

Dans le même esprit, mais en évitant d'utiliser le terme « surendettés » trop souvent associé aux bénéficiaires de la procédure de traitement des situations de surendettement, et en adaptant certains critères développés précédemment au questionnaire de l'enquête Patrimoine des ménages de l'INSEE 2009-2010, nous considérons qu'un ménage est en situation de *difficulté financière* dès lors qu'il déclare au moment de l'enquête qu'il a effectué des remboursements en retard sur l'échéancier prévu d'un emprunt privé au cours des 12 derniers mois et/ou qu'il rencontre actuellement certaines difficultés à faire face à ses échéances (loyer, autres emprunts, impôts, etc.) ou à boucler ses fins de mois.

Le crédit immobilier et les difficultés financières des ménages

Une analyse descriptive va permettre de mettre en évidence la différence structurelle en termes de difficultés financières entre les ménages ayant contracté un crédit immobilier, les ménages ayant un endettement d'une autre nature et l'ensemble des ménages français. Afin de déterminer les facteurs influençant la situation financière dégradée du ménage, un modèle *logit* traitant la probabilité de rencontrer des problèmes financiers a été élaboré. L'objectif est de vérifier si la situation budgétaire délicate des ménages ayant des crédits immobiliers s'explique par la nature de leur(s) crédit(s) et par leurs caractéristiques sociodémographiques et économiques. Ces estimations et ces analyses reposent essentiellement sur les échantillons pondérés corrigés¹ de plus de 15 000 ménages dans l'enquête Patrimoine 2009-2010 de l'INSEE.

L'analyse descriptive des ménages en difficulté financière

Selon les données de l'enquête Patrimoine 2009-2010, 13 % des ménages en difficulté financière ont souscrit uniquement des crédits immobiliers, 29 % ont uniquement des crédits pour des motifs autres qu'immobiliers et 46 % n'ont aucun crédit à rembourser (Tableau 1, Annexe). En fait, le profil des ménages en difficulté financière détenteurs de crédits immobiliers se distingue significativement de la population française rencontrant des problèmes financiers et donc des ménages endettés par les motifs d'endettement autres qu'immobiliers².

Le profil sociodémographique

Les ménages en difficulté financière s'endettant uniquement pour l'immobilier se concentrent un peu plus dans les plus petites unités urbaines (de moins de 50 000 habitants) que dans les autres territoires, soit 27 % alors que l'ensemble des bénéficiaires des crédits immobiliers n'y sont représentés qu'à hauteur de 24 % (Tableau 1, Annexe). Ce constat, peu surprenant dans la mesure où le coût de la vie est plus élevé et l'accès à la propriété est plus difficile dans les grandes unités urbaines ou dans l'agglomération parisienne, est d'ailleurs confirmé par la surreprésentation dans ces territoires des ménages en difficulté financière parmi ceux n'ayant aucun crédit ou parmi ceux n'ayant souscrit que des crédits autres qu'immobiliers.

Les familles monoparentales rencontrent plus des difficultés financières que les autres types de famille. En outre, dans la plupart des situations, le fait d'avoir des enfants constitue visiblement un facteur aggravant. Les ménages dont la personne de référence est jeune (moins de 55 ans) sont surreprésentés parmi ceux en difficulté financière, ce qui s'explique par l'âge d'accès au crédit immobilier. Les ménages

¹ Dans l'enquête Patrimoine, les pondérations rendent l'échantillon représentatif de la population française, corrigent des non-réponses. Pour conserver cette représentativité de la population mais obtenir des coefficients à l'échelle de l'échantillon, on recalcule la pondération de chaque ménage i telle que $C_i = C_i^* (n/PT)$, dont $\sum C_i = n$, $\sum C_i^* = PT$, PT étant le nombre total de ménages en France (un peu moins de 28 millions) et n l'effectif de l'échantillon (15 006 ménages interrogés) (Rebière, 2006).

² Ce sont des ménages s'endettant à titre privé pour l'achat d'une voiture, d'une moto ou d'autres biens d'équipement ou pour les autres motifs (par exemple : les crédits à la consommation).

dont la personne de référence est une femme rencontrent plus de problèmes de gestion budgétaire, en lien avec la surreprésentation des mères à la tête de famille monoparentale (Chardon *et al.*, 2008) et des femmes seules dans la société (Daguet, 2007). Concernant le niveau de diplôme, les ménages dont la personne de référence se considère moins qualifiée (diplôme BEP/CAP ou équivalent, sans diplôme, etc.) sont surreprésentés parmi ceux ayant des difficultés financières. Ce constat se vérifie quelle que soit la nature de l'endettement.

La situation économique du ménage

Sans surprise, plus le ménage a un niveau de vie élevé, moins il rencontre de problèmes financiers. Dans l'ensemble des ménages, 58 % de ceux ayant des difficultés pour gérer leur budget familial ont un niveau de vie inférieur à 15 000 € tandis que l'ensemble des ménages ayant les revenus les plus faibles ne représente que 34 % (Tableau 1, Annexe). Ce constat se retrouve quelle que soit la situation en termes de crédits. On constate cependant que bien que les ménages les plus pauvres aient moins recours aux crédits immobiliers, c'est bien dans cette catégorie que la surreprésentation parmi des ménages en difficulté financière est la plus marquée.

Les chômeurs sont également surreprésentés dans les ménages en difficulté financière. La situation se retrouve quelle que soit la forme d'endettement, même si les chômeurs sont logiquement moins fréquents parmi les détenteurs de crédits immobiliers.

La régression logistique des facteurs explicatifs associés à la difficulté financière

Afin de procéder une analyse « toutes choses égales par ailleurs » des facteurs associés à la survenue de difficultés financières, nous avons estimé 5 modèles *logit* élaborés à partir des micro-données de l'enquête Patrimoine 2009-2010 :

- Un premier modèle porte sur l'ensemble des ménages et intègre le profil d'endettement en tant que variable explicative ;
- Les 4 autres modèles portent sur 4 sous échantillons distingués selon le profil d'endettement : aucun crédit, crédits immobiliers uniquement, crédits autres qu'immobiliers uniquement et endettement mixte (Tableau 2).

Cette décomposition a pour objectif d'identifier l'impact différentiel des diverses formes de crédit sur les difficultés financières, puis de mesurer l'interaction des divers facteurs économiques et sociaux avec le type d'endettement. Le profil de référence pour lequel nous avons opté au regard des résultats de l'analyse descriptive précédente est le suivant : il s'agit d'un couple avec enfant(s) dont un seul membre est actif occupé et l'autre au chômage, ayant un niveau de vie modéré compris entre 20 000 € et 24 999 €, vivant dans une unité urbaine de moins de 50 000 habitants, dont la personne de référence est diplômée d'un BEP/CAP et a entre 44 et 54 ans.

Dans le modèle *logit* pour l'ensemble des ménages, la référence pour la variable concernant le profil d'endettement sera la présence de crédits à l'habitat uniquement.

Tableau 2. Les probabilités estimées de rencontrer des difficultés financières des ménages

	Ensemble des ménages	Aucun crédit	Crédit(s) immobilier(s) uniquement	Endettement mixte	Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s)
Lieu de résidence					
Commune rurale	21,30 % ns	8,10 % ns	14,30 % **	48,60 % *	28,30 % ns
Unité urbaine de moins de 50 000 habitants	22,80 % Ref.	8,10 % Ref.	19,20 % Ref.	56,20 % Ref.	26,40 % Ref.
Unité urbaine de 50 000 habitants à 199 999 habitants	21,60 % ns	6,80 % *	15,90 % ns	59,80 % ns	28,90 % ns
Unité urbaine de 200 000 habitants à 1 999 999 habitants	24,90 % *	9,10 % ns	17,10 % ns	58,40 % ns	31,70 % **
Unité urbaine de Paris	27,00 % ***	10,10 % **	17,40 % ns	61,10 % ns	36,10 % ***
Type de famille					
Personne seule	21,90 % ns	5,80 % ***	18,50 % ns	64,50 % ns	28,70 % ns
Famille monoparentale	32,90 % ***	9,20 % ns	26,30 % **	75,50 % ***	41,80 % ***
En couple sans enfant	20,30 % **	6,80 % *	13,00 % ***	58,90 % ns	20,60 % **
En couple avec enfant	22,80 % Ref.	8,10 % Ref.	19,20 % Ref.	56,20 % Ref.	26,40 % Ref.
Autre cas	27,30 % ns	6,30 % ns	20,50 % ns	65,40 % ns	45,70 % **
Situation par rapport au logement					
Propriété du logement (accédant ou non)	22,80 % Ref.	8,10 % Ref.	–	–	26,40 % Ref.
Locataire/sous locataire/loger gratuitement	35,60 % ***	16,70 % ***			40,70 % ***
Groupe d'âge^(a)					
18-34	18,10 % ***	6,10 % ***	17,20 % ns	37,60 % ***	25,30 % ns
35-44	21,40 % ns	7,00 % ns	20,90 % ns	45,30 % ***	30,40 % ns
45-54	22,80 % Ref.	8,10 % Ref.	19,20 % Ref.	56,20 % Ref.	26,40 % Ref.
55-64	21,90 % ns	7,00 % ns	20,00 % ns	56,90 % ns	27,30 % ns
65-74	18,10 % **	6,10 % *	10,30 % **	32,10 % *	28,50 % ns
75 et plus	12,60 % ***	4,10 % ***	11,80 % ns	26,20 % ns	21,30 % ns
Sexe^(a)					
Homme	22,80 % Ref.	8,10 % Ref.	19,20 % Ref.	56,20 % Ref.	26,40 % Ref.
Femme	27,00 % ***	11,10 % ***	27,70 % ***	59,40 % ns	26,00 % ns
Niveau de diplôme^(a)					
Supérieur	16,30 % ***	4,30 % ***	17,20 % ns	55,60 % ns	15,90 % ***
Bac	19,70 % **	5,70 % ***	19,60 % ns	59,60 % ns	22,00 % *

	Ensemble des ménages	Aucun crédit	Crédit(s) immobilier(s) uniquement	Endettement mixte	Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s)
BEP/CAP	22,80 % <i>Ref.</i>	8,10 % <i>Ref.</i>	19,20 % <i>Ref.</i>	56,20 % <i>Ref.</i>	26,40 % <i>Ref.</i>
Autre	25,40 % **	8,70 % ns	26,30 % ***	61,30 % ns	27,70 % ns
Niveau de vie^(b)					
moins de 15 000 €	53,00 % ***	34,60 % ***	48,20 % ***	79,00 % ***	52,30 % ***
15000€-19 999 €	35,30 % ***	18,50 % ***	29,70 % ***	61,30 % ns	43,30 % ***
20000€-24 999 €	22,80 % <i>Ref.</i>	8,10 % <i>Ref.</i>	19,20 % <i>Ref.</i>	56,20 % <i>Ref.</i>	26,40 % <i>Ref.</i>
25000€-29 999 €	19,80 % *	9,20 % ns	13,00 % **	43,20 % **	29,70 % ns
30000€ et plus	11,80 % ***	7,50 % ns	10,00 % ***	21,10 % ***	11,80 % ***
Situation du ménage vis-à-vis au travail					
Tous occupant un emploi	13,40 % ***	6,20 % ns	13,30 % *	26,70 % ***	15,30 % ***
Tous chômeurs	29,60 % **	16,50 % ***	15,60 % ns	78,40 % ns	28,10 % ns
Tous retraités	11,50 % ***	4,90 % **	13,40 % ns	37,70 % *	12,00 % ***
Au moins 1 occupant un emploi/ l'autre chômeur	22,80 % <i>Ref.</i>	8,10 % <i>Ref.</i>	19,20 % <i>Ref.</i>	56,20 % <i>Ref.</i>	26,40 % <i>Ref.</i>
Au moins 1 occupant un emploi/ l'autre retraité	12,00 % ***	4,60 % **	11,40 % ns	36,60 % *	12,80 % ***
Au moins 1 occupant un emploi/ l'autre au foyer	15,30 % ***	6,30 % ns	18,70 % ns	40,70 % *	13,70 % ***
Au moins 1 chômeur/l'autre au foyer	23,00 % ns	10,80 % ns	8,30 % ns	95,60 % ns	33,90 % ns
Autre cas	17,60 % *	9,50 % ns	16,50 % ns	29,80 % ns	11,90 % ***
Autre situation (personne handi- capée ; apprenti(e), étudiant(e),...)	15,50 % ***	7,00 % ns	21,90 % ns	31,30 % **	17,10 % **
Situation d'endettement					
Aucun crédit	13,80 % ***	—	—	—	—
Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s) uniquement	28,60 % ***				
Endettement mixte	36,00 % ***				
Crédit(s) immobilier(s) uniquement	22,80 % <i>Ref.</i>				

^a concernant la personne de référence du ménage.

^b selon les sources fiscales, en euros par l'unité de consommation.

*** coefficient significatif au seuil de 1 % ; ** coefficient significatif au seuil de 5 % ; * coefficient significatif au seuil de 10 % ; ns = non significatif ; *Ref.* = référence

Champ : France métropolitaine et DOM-TOM.

Sources : Enquête Patrimoine des ménages 2009-2010, INSEE.

La régression pour l'ensemble des ménages

Les résultats mettent en évidence que le profil d'endettement a un impact sur la probabilité de faire face à difficultés financières. Toutes choses égales par ailleurs, les ménages ayant un endettement mixte ou ayant des crédits exclusivement à la consommation ont respectivement 1,4 fois et 1,9 fois plus de risque de rencontrer des problèmes financiers que ceux endettés uniquement à l'immobilier (Tableau 2, Annexe). Par contre, les ménages n'ayant aucun crédit ont une probabilité d'être en déséquilibre budgétaire 1,85 fois inférieure à celle des ménages n'ayant souscrit que les crédits immobiliers. Souscrire à la fois des crédits à l'habitat et des crédits pour autres motifs que l'immobilier renforce la probabilité d'avoir des difficultés financières. Toutes choses égales par ailleurs, leur probabilité de rencontrer des problèmes financiers s'élève à 28,6 % pour les détenteurs de crédits exclusivement à la consommation ; celle des détenteurs de crédits immobiliers uniquement atteint 22,8 %. L'endettement mixte crée un effet cumulatif sur la probabilité d'être en difficulté financière, soit une probabilité de 36 %. Les ménages n'ayant aucun crédit ont une probabilité non négligeable d'avoir des difficultés financières – surtout ceux vivant dans les grandes villes – mais près de deux fois plus faible que celle des ménages endettés à l'immobilier uniquement (13,8 %) (Tableau 2).

Il se confirme que le niveau de vie du ménage joue un rôle important dans la probabilité de rencontrer des problèmes financiers. Plus il est élevé, moins le ménage rencontre des difficultés de gestion budgétaire. Toutes choses égales par ailleurs, les ménages dont le niveau de vie s'élève à moins de 15 000 € annuel ont environ 4 fois plus de risque de faire face à des difficultés financières que les ménages au niveau de vie moyen (entre 20 000 € et 24 999 € (Tableau 2, Annexe).

En ce qui concerne la situation du ménage vis-à-vis au travail, le chômage joue aussi un rôle important dans les difficultés financières. Toutes choses égales par ailleurs, les couples dont un membre occupe un emploi et l'autre est à la retraite ou au foyer ont respectivement 2,2 et 1,6 fois moins de risque de rencontrer des difficultés financières que ceux dont un membre est au chômage et l'autre a un travail (modalité de référence). De même, les couples dont tous les deux sont actifs occupés ou à la retraite ont 1,9 et 2,3 fois moins de risque d'être en situation financière délicate que les couples de référence (Tableau 2, Annexe). Être propriétaire de leur logement baisse le risque de faire face à des difficultés financières des ménages.

Le coût de la vie plus cher dans les grandes unités urbaines ou dans l'agglomération parisienne semble renforcer la probabilité de rencontrer des difficultés, sauf pour les ménages endettés exclusivement par des crédits immobiliers. Toutes choses égales par ailleurs, les ménages vivant dans l'unité urbaine de Paris ont 1,2 fois plus de risque d'avoir des difficultés financières que ceux vivant dans les unités urbaines de moins de 50 000 habitants. Les moins de 35 ans et les plus de 75 ans font face moins fréquemment à des difficultés financières que les 45-54 ans. Les ménages dans lesquels la personne de référence est une femme et les familles monoparentales sont également les plus vulnérables. Un niveau de diplôme élevé semble significativement protéger le ménage, mettant en exergue le lien vraisemblable entre le niveau d'éducation, le niveau d'éducation « financière » (une meilleure capacité à préserver l'équilibre du budget familial des plus diplômés) et la rationalité des comportements de consommation.

Les régressions pour les différents profils d'endettement

La comparaison des régressions pour chaque profil d'endettement particulier permet d'affiner l'analyse du lien entre le niveau de vie du ménage et le risque d'être en déséquilibre financier (Tableau 2

et Tableau 3, Annexe). Concernant l'endettement immobilier, le niveau de vie annuel des ménages demeure le déterminant principal de leur risque d'avoir des problèmes financiers. Les ménages ayant le niveau de vie le plus faible (moins de 15 000 €) ont à peu près 4 fois plus de risque d'avoir des problèmes financiers que ceux ayant un niveau de vie compris entre 20 000 € et 24 999 €, toutes choses égales par ailleurs. Ceux ayant le niveau de vie compris entre 15 000 € et 19 999 € ont environ 1,7 fois plus de risque. La probabilité d'être en situation budgétaire délicate des ménages les plus aisés (30 000 € et plus) ne s'élève qu'à 10 %, tandis que celle des ménages de référence atteint 19 %.

D'une manière remarquable, les ménages n'ayant aucun crédit ayant le niveau de vie le plus faible ont 6 fois plus de risque d'avoir des difficultés financières que ceux de référence, soit une probabilité de 34 %. L'analyse en termes d'Odds ratio (Tableau 3, Annexe) pourrait laisser penser que la situation des ménages sans crédit est plus préoccupante que celle des ménages endettés. L'analyse des probabilités estimées prouve le contraire (Tableau 2). À titre d'exemple, un ménage à l'endettement mixte, aux caractéristiques identiques au ménage de référence, ayant un niveau de vie annuel inférieur à 15 000 euros, a une probabilité de 79 % de faire face à des difficultés financières.

Les résultats des régressions montrent également que les caractéristiques sociodémographiques (le sexe, l'âge, le niveau de diplôme de la personne de référence, le lieu de résidence et le type de famille) ne sont que très rarement significatives, quelle que soit la forme d'endettement. On relèvera principalement qu'être chef de ménage d'une famille monoparentale est fortement lié à la survenue de difficultés quelle que soit la composition de l'endettement. Par ailleurs, le niveau de diplôme semble finalement n'être un facteur discriminant que pour les ménages endettés uniquement à la consommation. Cela peut sembler logique si l'on suppose que les individus les moins diplômés sont les plus influencés par les stratégies marketing des établissements financiers, et donc plus prompts à souscrire des crédits à risque comme les crédits renouvelables.

Enfin, la situation professionnelle du ménage ne peut réellement être commentée que pour le groupe des ménages détenteurs de crédits pour des motifs autres qu'immobiliers. Effectivement, les couples dont les deux membres sont actifs occupés ont 50 % moins de chances d'être en difficulté financière que les ménages dans lesquels il y a une personne occupant un emploi et l'autre au chômage, toutes choses égales par ailleurs (Tableau 3, Annexe). Les deux retraités ont 60 % moins de risque d'avoir un déséquilibre budgétaire que le profil de référence. Les couples dont une personne occupe un emploi et l'autre est à la retraite ou au foyer ont à peu près la même probabilité de rencontrer des difficultés financières, soit une probabilité 2,4 fois inférieure à celle des ménages de référence.

Conclusion

La question de la difficulté financière des ménages et de ses conséquences n'est pas nouvelle, mais ces dernières années, ce phénomène s'est amplifié considérablement avec la crise financière globale ; il touche de plus en plus des ménages ayant recours aux crédits immobiliers. En effet, les résultats obtenus ont permis de confirmer le lien remarquable entre le profil d'endettement et la probabilité de rencontrer des difficultés financières des ménages. Il est clair que le crédit immobilier est une source de difficultés financières, d'autant plus s'il est couplé à d'autres types de crédit.

Sans surprise, le niveau de vie demeure un déterminant important du risque d'être en difficulté financière des ménages endettés par les crédits immobiliers. Plus ils sont aisés, moins il est probable d'avoir du mal à payer des factures ou à rembourser des emprunts. En outre, être chef du ménage d'une famille monoparentale renforce la probabilité de faire face à des difficultés financières, quelle que soit la forme d'endettement. Par contre, le niveau de diplôme et la situation professionnelle du ménage semblent avoir plus d'impact sur les ménages endettés uniquement à la consommation que les détenteurs de crédits immobiliers.

Au total, l'enquête Patrimoine nous a permis de dresser un premier panorama des difficultés financières des ménages endettés, notamment ceux ayant souscrit des crédits immobiliers. Cette étude laisse un certain nombre d'autres questions ouvertes, relatives notamment à l'impact de l'endettement immobilier des ménages sur leurs conditions de vie, les caractéristiques de leur logement et leur structure de dépenses familiales.

Références bibliographiques

- Banque de France. 2015a. Données statistiques de la Banque de France sur les crédits aux particuliers. <http://webstat.banque-france.fr/fr/browse.do?node=5384670>, consulté le 26 octobre 2015
- Banque de France. 2015b. Le surendettement des ménages – Enquête typologie 2014, Banque de France, 318 p.
- Betti G., Dourmashkin N., Rossi M-C., Verma V., Yin Y. 2001. Study of the Problem of Consumer Indebtedness : Statistical Aspects, OCR Macro – International Social Research. Cité par Niemi-Kiesilainen J. et Henrikson A-S. 2005. Rapport sur les solutions juridiques aux problèmes de l'endettement dans une société de crédit. Bureau du Comité européen de coopération juridique, Comité de l'Europe, p. 6.
- Chardon O. *et al.* 2008. Les familles monoparentales : des difficultés à travailler et à se loger. INSEE Première n° 1195 – Juin 2008. <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1195/ip1195.pdf>, consulté le 16 décembre 2015.
- Daguet F. 2007. Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 : seul un tiers des ménages compte plus de deux personnes. INSEE Première n° 1153 – Juillet 2007. <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1153/ip1153.pdf>, consulté le 16 décembre 2015.
- De Montlibert C. 2009. Le surendettement. L'endettement des ménages à la française. *Savoir/Agir* 2009/2 (n° 8), pp. 56-65.
- European Credit Research Institute (ECRI). 2008. Consumer Financial Vulnerability, Technical report, https://www.genworth.com/dam/Americas/US/PDFs/Consumer/corporate/Technical_Report.pdf, consulté le 10 novembre 2015.
- Observatoire des crédits aux ménages. 2015. 27^e rapport annuel de l'Observatoire des crédits aux ménages 2014. Fédération Bancaire Française.
- Rebière N. 2005. Définir et dénombrer les surendettés. Dans Bergouignan C., Blayo Ch. et Parant A. La population de la France : Évolutions démographiques depuis 1946 – Tome II. CUDEP – Université Montesquieu – Bordeaux IV, pp. 809-844.
- Rebière N. 2006. Les surendettés. Définition, caractéristiques et dynamique de la sous-population : application au cas français. Université Montesquieu – Bordeaux IV, Thèse de doctorat de Démographie. 385 pages.

Annexes

Tableau 1. La répartition des ménages selon les variables sociodémographiques et économiques en fonction de leur profil d'endettement

	Ensemble des ménages		Aucun crédit		Crédit(s) immobilier(s) uniquement		Endettement mixte		Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s) uniquement	
	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total
Lieu de résidence										
Commune rurale	20,42	24,17	15,99	21,01	29,06	30,07	35,71	36,97	17,8	20,35
Unité urbaine de moins de 50 000 habitants	24,49	24,25	23,48	23,87	26,95	23,58	25,78	23,77	24,51	26,37
Unité urbaine de 50 000 habitants à 199 999 habitants	15,39	14,38	14,92	14,96	12,43	11,86	14,72	12,25	17,7	16,45
Unité urbaine de 200 000 habitants à 1 999 999 habitants	24,04	21,72	26,36	22,8	18,85	19,22	14,77	16,56	26,2	23,96
Unité urbaine de Paris	15,66	15,49	19,25	17,36	12,72	15,27	9,02	10,45	13,79	12,86
Type de famille										
Personne seule	32,06	35,29	43,18	47,81	21,19	20,14	9,51	9,31	27,83	27,62
Famille monoparentale	17,43	8,31	18,7	8,1	13,32	6,84	9,82	5,39	20,12	12,16
En couple sans enfant	17,6	27,17	18,12	28,72	13,86	25,18	21,5	22,22	16,97	27,31
En couple avec enfant	31,21	27,88	18,18	13,76	50,14	46,89	58,45	62,39	33,11	31,5
Autre cas	1,71	1,36	1,83	1,6	1,49	0,96	0,73	0,7	1,97	1,41
Situation par rapport au logement										
Propriété du logement (accédant ou non)	37,73	57,89	22,96	48,87	90,51	91,98	94,17	93,92	16,33	29,38
Locataire/sous locataire/loger gratuitement	62,27	42,11	77,04	51,13	9,49	8,02	5,83	6,08	83,67	70,62
Groupe d'âge ^(a)										
18-34	23,32	19,44	22,78	16,99	14,64	18,08	12,97	18,54	31,92	28,83
35-44	24,57	18,88	17,58	10,96	37,33	31,19	34,06	36,63	26,39	20,1
45-54	20,85	16,97	18,85	12,22	26,19	24,64	29,94	25,42	18,21	18,65
55-64	16,58	18,47	16,8	18,85	16,07	17,83	20,85	15,8	14,86	19,46
65-74	7,56	11,66	10,46	15,67	4,58	6,85	1,93	3,11	6,42	9,28
75 et plus	7,12	14,59	13,54	25,3	1,19	1,4	0,24	0,5	2,2	3,68
Sexe ^(a)										
Homme	55,39	60,84	48,11	54,46	62,49	70,93	67,7	71,5	59,09	63,72
Femme	44,61	39,16	51,89	45,54	37,51	29,07	32,3	28,5	40,91	36,28
Niveau de diplôme ^(a)										
Supérieur	14,38	23,41	10,03	18,05	26,28	37,78	26,78	35,57	11,29	17,9
Bac	13,93	14,37	11,75	12,25	16,96	17,27	17,75	17,08	14,58	16,29

	Ensemble des ménages		Aucun crédit		Crédit(s) immobilier(s) uniquement		Endettement mixte		Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s) uniquement	
	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total	Avec difficulté financière	Total
BEP/CAP	28,67	24,49	23,13	20,24	29,04	26,84	30,68	28,77	36,49	32,55
Autre	43,02	37,73	55,09	49,47	27,72	18,11	24,79	18,58	37,64	33,26
Niveau de vie ^(b)										
moins de 15 000 €	58,36	33,5	74,77	42,07	40,2	16,51	25,15	12,61	53,05	36,93
15000€-19999 €	24,05	24,32	16,62	22,9	28,04	22,24	32,91	28,11	30,66	28,68
20000€-24999 €	9,73	16,99	3,89	13,87	15,78	20,87	25,57	25,5	10,28	17,63
25000€-29999 €	4,41	9,8	2,36	8,04	6,78	13,8	9,77	13,85	4,57	8,69
30000€ et plus	3,45	15,39	2,36	13,13	9,2	26,58	6,6	19,93	1,44	8,06
Situation du ménage vis-à-vis au travail										
Tous occupant un emploi	42,46	44,02	28,24	28,24	63,6	68,37	62,88	74,43	47,84	49,49
Tous chômeurs	9,77	3,71	13,84	4,65	1,88	0,84	1,2	0,51	10,09	5,65
Tous retraités	16,33	29,15	23,14	43,01	9,83	12,19	7,65	6,66	11,74	17,34
Au moins 1 occupant un emploi/ l'autre chômeur	6,63	3,94	4,18	2,51	5,71	4,08	12,82	7,33	8,55	6,23
Au moins 1 occupant un emploi/ l'autre retraité	2,06	3,49	1,54	3,29	2,69	3,96	4,01	3,05	1,87	3,83
Au moins 1 occupant un emploi/ l'autre au foyer	5,92	4,31	4,51	3,1	8,29	5,86	6,41	4,53	6,91	6,23
Au moins 1 chômeur/l'autre au foyer	4,44	2,18	7,18	3,28	1,07	0,65	0,5	0,13	3,11	1,62
Autre cas	3,18	3,2	4,72	4,08	1,77	1,98	0,98	0,84	2,21	3,13
Autre situation (personne handicapée ; apprenti(e), étudiant(e),...)	9,19	6	12,64	7,84	5,16	2,06	3,54	2,51	7,68	6,47
Situation d'endettement										
Aucun crédit	46,45	53,88	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s) uniquement	29,41	17,66	-	-	-	-	-	-	-	-
Endettement mixte	11,11	10,02	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit(s) immobilier(s) uniquement	13,04	18,43	-	-	-	-	-	-	-	-

^a concernant la personne de référence du ménage

^b selon les sources fiscales, en euros par l'unité de consommation

Champ : France métropolitaine et DOM-TOM

Unité : La part en %

Source : Enquête Patrimoine des ménages 2009-2010, INSEE

Tableau 2. Les effets des variables sociodémographiques et économiques sur la probabilité d’être en difficulté financière de l’ensemble des ménages

	Ensemble des ménages Exp(Est)
Lieu de résidence	
Commune rurale	ns
Unité urbaine de moins de 50 000 habitants	<i>Ref.</i>
Unité urbaine de 50 000 habitants à 199 999 habitants	ns
Unité urbaine de 200 000 habitants à 1 999 999 habitants	1,122*
Unité urbaine de Paris	1,252***
Type de famille	
Personne seule	ns
Famille monoparentale	1,659***
En couple sans enfant	0,860**
En couple avec enfant	<i>Ref.</i>
Autre cas	ns
Situation par rapport au logement	
Propriété du logement (accédant ou non)	<i>Ref.</i>
Locataire/sous locataire/loger gratuitement	1,873***
Groupe d’âge^(a)	
18-34	0,747***
35-44	ns
45-54	<i>Ref.</i>
55-64	ns
65-74	0,746**
75 et plus	0,490***
Sexe^(a)	
Homme	<i>Ref.</i>
Femme	1,256***
Niveau de diplôme^(a)	
Supérieur	0,660***
Bac	0,832**
BEP/CAP	<i>Ref.</i>
Autre	1,151**

	Ensemble des ménages Exp(Est)
Situation du ménage vis-à-vis au travail	
Tous occupant un emploi	0,523***
Tous chômeurs	1,421**
Tous retraités	0,438***
Au moins 1 occupant un emploi/l'autre chômeur	Ref.
Au moins 1 occupant un emploi/l'autre retraité	0,461***
Au moins 1 occupant un emploi/l'autre au foyer	0,613***
Au moins 1 chômeur/l'autre au foyer	ns
Autre cas	0,724*
Autre situation (personne handicapée ; apprenti(e), étudiant(e),...)	0,623***
Niveau de vie^(b)	
moins de 15 000 €	3,816***
15000€-19 999 €	1,848***
20000€-24 999 €	Ref.
25000€-29 999 €	0,835*
30000€ et plus	0,454***
Situation d'endettement	
Aucun crédit	0,542***
Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s) uniquement	1,355***
Endettement mixte	1,908***
Crédit(s) immobilier(s) uniquement	Ref.
Constant	0,295***

*** coefficient significatif au seuil de 1 % ; ** coefficient significatif au seuil de 5 % ; * coefficient significatif au seuil de 10 %

^a concernant la personne de référence du ménage.

^b selon les sources fiscales, en euros par l'unité de consommation.

Champ : France métropolitaine et DOM-TOM.

Sources : Enquête Patrimoine des ménages 2009-2010, INSEE.

Tableau 3. Les effets des variables sociodémographiques et économiques sur la probabilité d'être en difficulté financière selon les différents types d'endettement

	Aucun crédit Exp(Est)	Crédit(s) immobilier(s) uniquement Exp(Est)	Endettement mixte Exp(Est)	Crédit(s) autre(s) qu'immobilier(s) uniquement Exp(Est)
Lieu de résidence				
Commune rurale	ns	0,701**	0,738*	ns
Unité urbaine de moins de 50 000 habitants	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Unité urbaine de 50 000 habitants à 199 999 habitants	0,834*	ns	ns	ns
Unité urbaine de 200 000 habitants à 1 999 999 habitants	ns	ns	ns	1,298**
Unité urbaine de Paris	1,272**	ns	ns	1,582***
Type de famille				
Personne seule	0,696***	ns	ns	ns
Famille monoparentale	ns	1,502**	2,404***	2,004***
En couple sans enfant	0,825*	0,629***	ns	0,725**
En couple avec enfant	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Autre cas	ns	ns	ns	2,351**
Situation par rapport au logement				
Propriété du logement (accédant ou non)	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Locataire/sous locataire/loger gratuitement	2,274***	ns	ns	1,918***
Groupe d'âge ^(a)				
18-34	0,744***	ns	0,470***	ns
35-44	ns	ns	0,645***	ns
45-54	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
55-64	ns	ns	ns	ns
65-74	0,738*	0,483***	0,369*	ns
75 et plus	0,490***	ns	ns	ns
Sexe ^(a)				
Homme	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Femme	1,416***	1,609***	ns	ns
Niveau de diplôme ^(a)				
Supérieur	0,513***	ns	ns	0,527***
Bac	0,692***	ns	ns	0,786*
BEP/CAP	Ref.	Ref.	Ref.	Ref.
Autre	ns	1,498***	ns	ns

Niveau de vie ^(b)				
moins de 15 000 €	6,026***	3,909***	2,937***	3,070***
15000€-19 999 €	2,588***	1,778***	ns	2,137***
20000€-24 999 €	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>
25000€-29 999 €	ns	0,627**	0,593**	ns
30000€ et plus	ns	0,466***	0,209***	0,376***
Situation du ménage vis-à-vis au travail				
Tous occupant un emploi	ns	0,647*	0,284***	0,504***
Tous chômeurs	2,246***	ns	ns	ns
Tous retraités	0,590**	ns	0,471*	0,383***
Au moins 1 occupant un emploi/l'autre chômeur	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>	<i>Ref.</i>
Au moins 1 occupant un emploi/l'autre retraité	0,545**	ns	0,449*	0,411***
Au moins 1 occupant un emploi/l'autre au foyer	ns	ns	0,535*	0,442***
Au moins 1 chômeur/l'autre au foyer	ns	ns	ns	ns
Autre cas	ns	ns	ns	0,379***
Autre situation (personne handicapée ; apprenti(e), étudiant(e),...)	ns	ns	0,355**	0,578**
Constant	0,088***	0,238***	ns	0,358***

*** coefficient significatif au seuil de 1 % ; ** coefficient significatif au seuil de 5 % ; * coefficient significatif au seuil de 10 %

^a concernant la personne de référence du ménage.

^b selon les sources fiscales, en euros par l'unité de consommation.

Champ : France métropolitaine et DOM-TOM.

Sources : Enquête Patrimoine des ménages 2009-2010, INSEE.